

Les politiques publiques de l'insertion, de la formation et de l'emploi dans le contexte de la crise du COVID

Christine Erhel

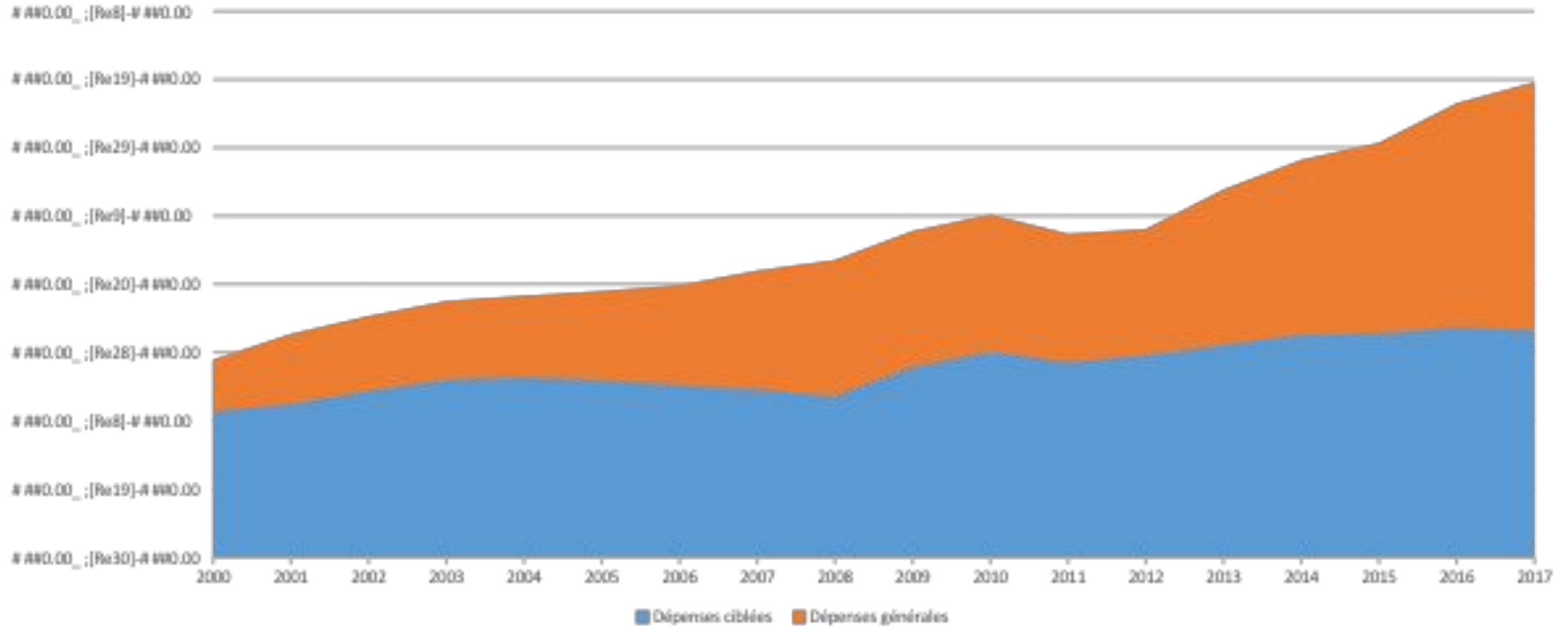
Cnam, LIRSA, CEET

1^{er} décembre 2020

1-Les tendances récentes des politiques de l'emploi en France

- Des moyens très importants pour les **politiques de baisses du coût du travail**: CICE (2013), puis Pacte de Responsabilité (2014), en plus des mesures de baisses de charges sur les bas salaires
- Une volonté de **réformer le droit du travail** pour accorder plus de flexibilité aux entreprises (Loi Travail, 2016; ordonnances travail, 2017)
- Une **modernisation de l'accompagnement** avec un **focus sur les parcours** (Garantie Jeunes généralisée depuis 2017, Parcours Emploi Compétences depuis 2018, dispositifs de soutien aux transitions professionnelles...), mais une baisse de l'effort sur les emplois aidés
- **Un accent mis sur la formation** dans un contexte de besoins accrus en compétences générales et spécialisées: création et extension du CPF, Plan d'Investissement dans les Compétences (2018-2022)

Dépenses pour l'emploi (milliards d'Euros)

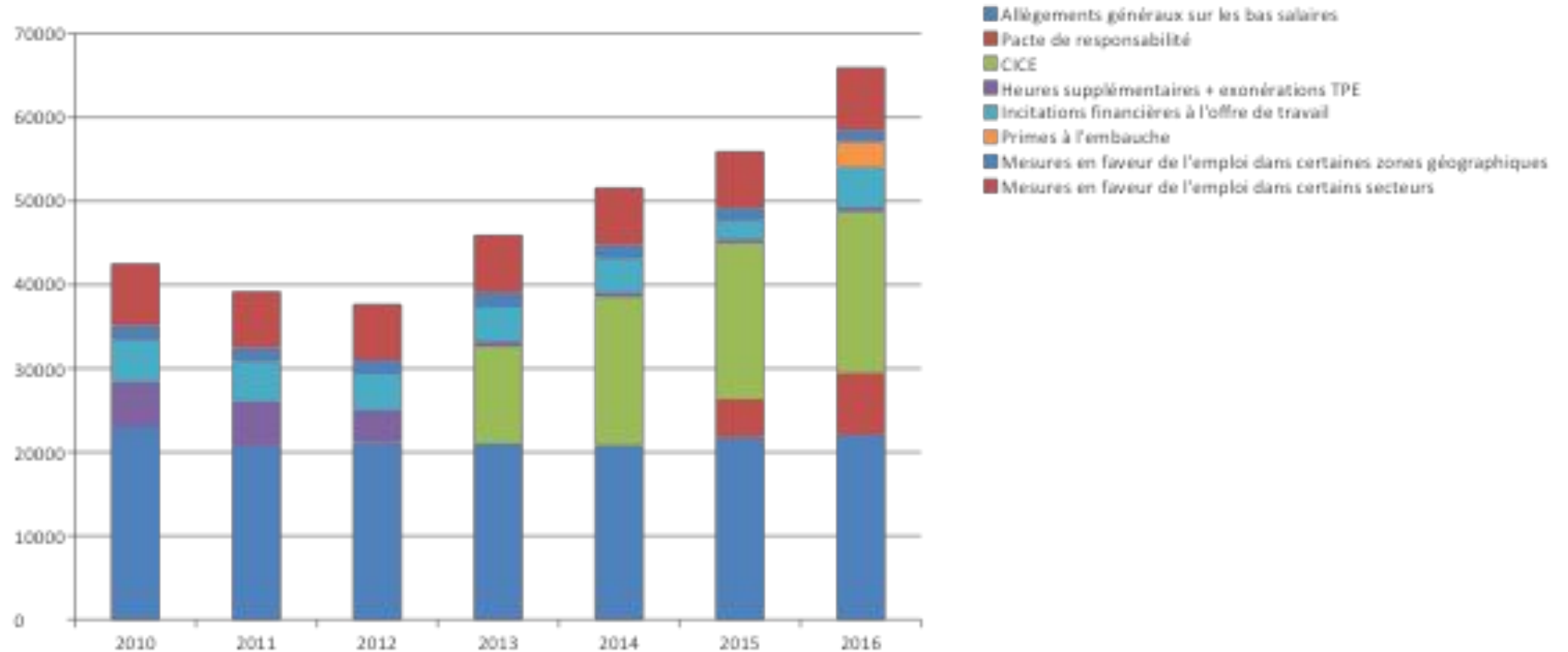


Dépenses ciblées: emplois aidés, accompagnement et formation des demandeurs d'emploi, indemnisation du chômage et préretraites

Dépenses générales: allègements généraux de cotisations sociales ou d'impôt en faveur des bas salaires ou des heures supplémentaires, incitations financières à l'emploi et les exonérations de cotisations sociales ou fiscales en faveur de certaines zones géographiques (zones urbaines sensibles, zones franches urbaines...) ou de certains secteurs (hôtels-cafés-restaurants, services à la personne, secteur agricole...)

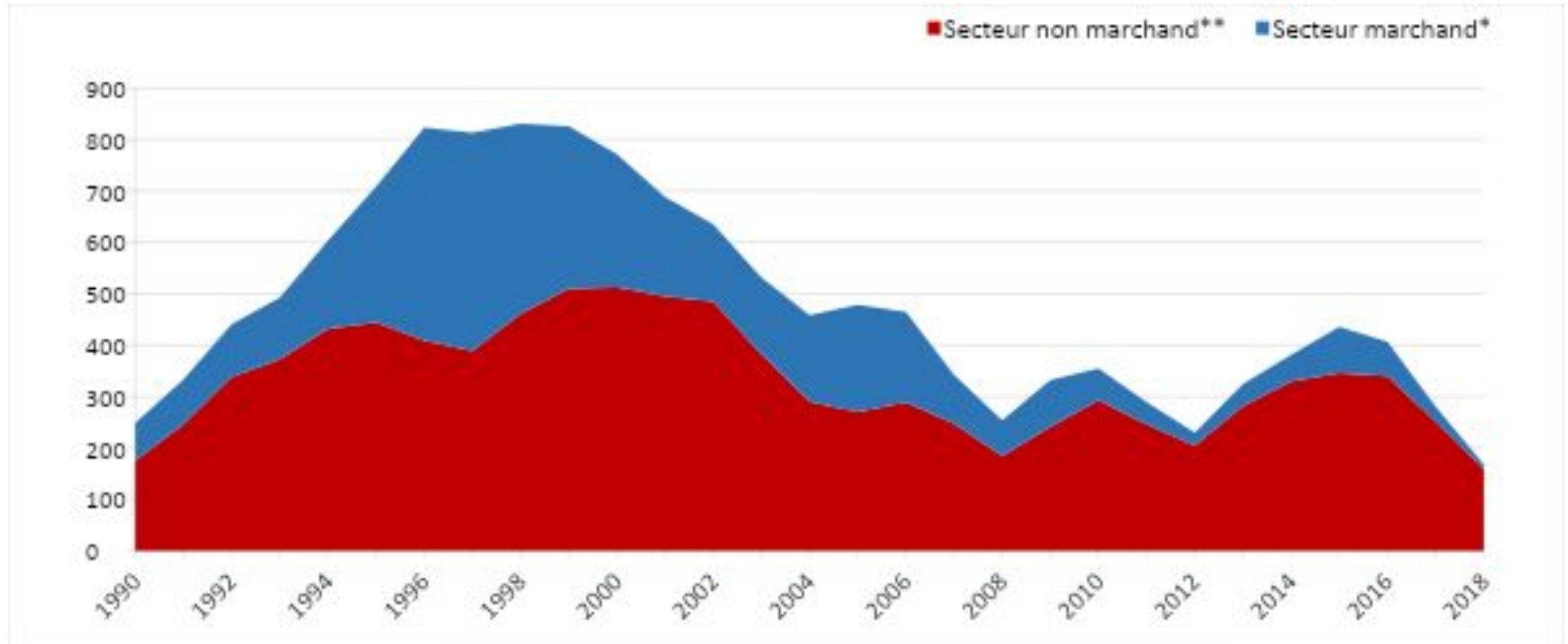
Source: DARES

Les dépenses générales (milliers d'Euros)



Source: DARES

Nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé

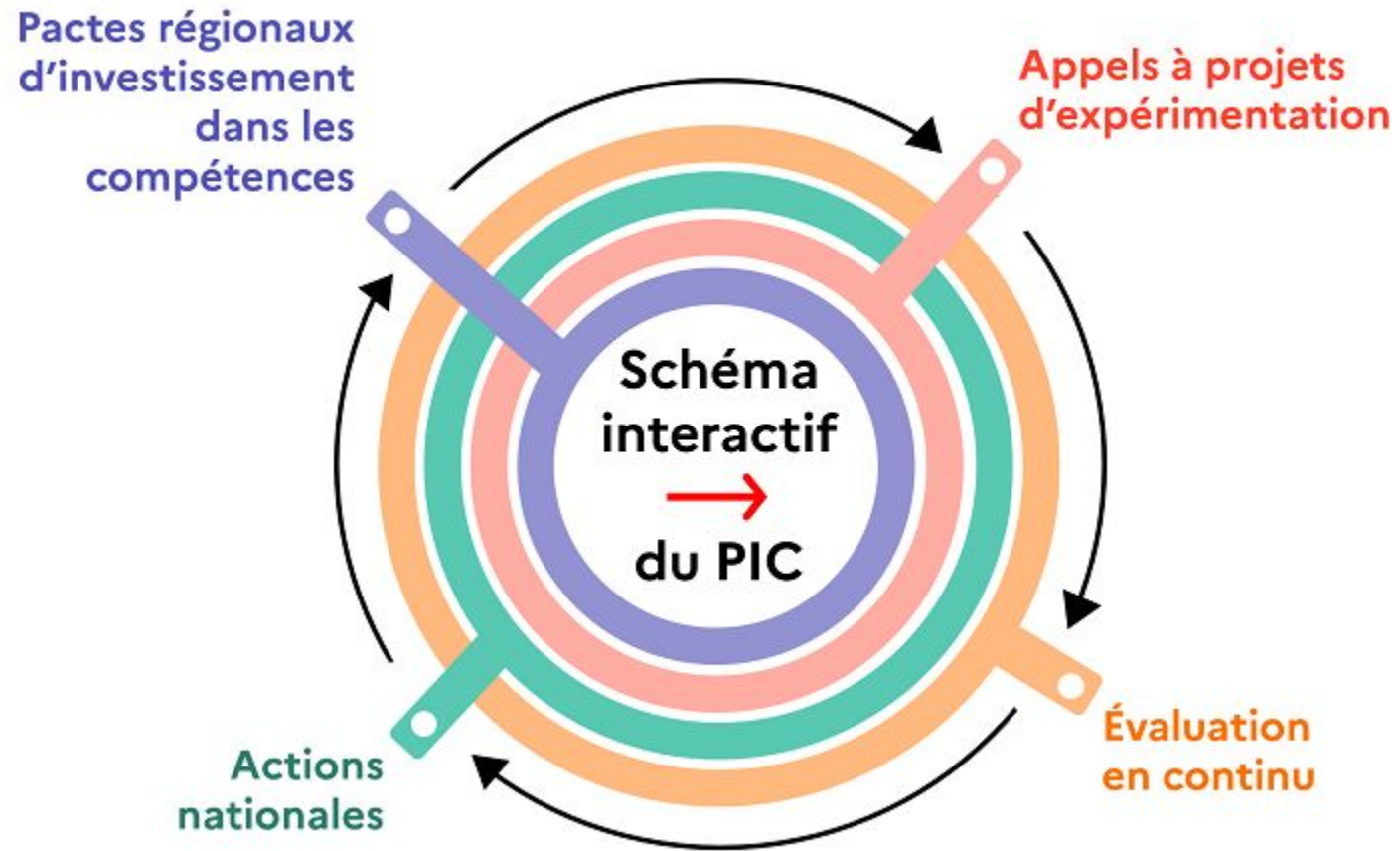


Source: DARES

Dispositifs pris en compte : CUI-CIE, emploi d'avenir, Contrat initiative Emploi (CIE), Contrat de retour à l'emploi, nouveau CIE, convention de coopération (Unédic), aide dégressive de l'employeur (Unédic), contrat d'insertion Revenu minimum d'activité.

Non marchand: CUI-CAE, emploi d'avenir y compris professeur, Contrat emploi-solidarité, Emploi jeune, contrat d'accompagnement dans l'emploi, Emploi consolidé, contrat d'avenir, contrat emploi ville, travail d'utilité collective.

La démarche du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC)

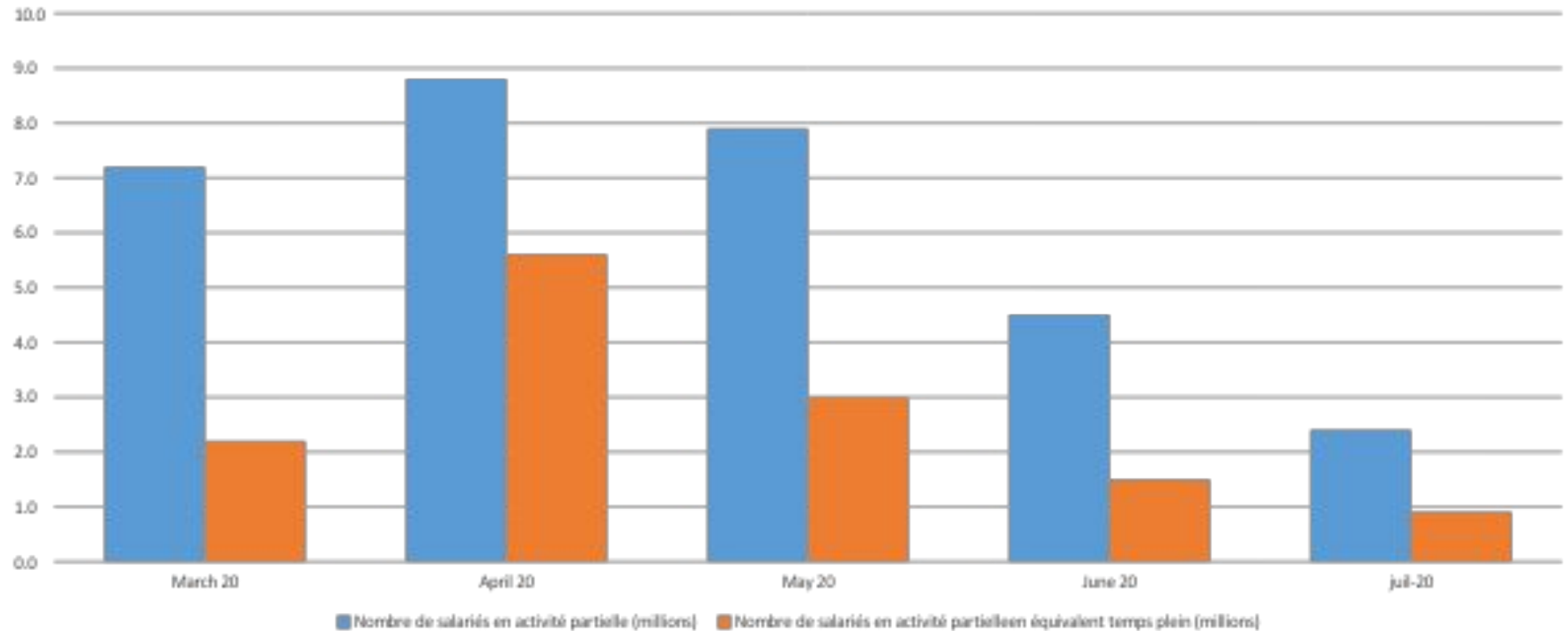


2- Les réactions face à la crise COVID

- Le levier principal des politiques de l'emploi face à la crise depuis mars 2020= **le chômage partiel**. Extension du dispositif (84% du net jusqu'à 4,5 SMIC, y compris entreprises publiques, aides à domicile, temps partiel, apprentis...) et augmentation de la générosité sans coût pour l'employeur (70% du brut, soit 84% du net jusqu'à 4,5 SMIC, 100% si formation).
- **Autres mesures d'amortissement**: soutien aux revenus des ménages (assurance-chômage, indépendants, bénéficiaires du RSA, étudiants...) et aux entreprises (fonds de solidarité)
- « **1 jeune 1 solution** » (juillet 2020): subvention à l'embauche (moins de 26 ans, 3 mois minimum), subventions à l'apprentissage, service civique (+ 100 000 places), formation (200 000 places pour secteurs d'avenir, 100000 pour jeunes faiblement qualifiés). 300 000 places en Garantie Jeunes ou d'autres dispositifs de suivi renforcé (+100 000 annoncées le 26/11)
- Mesures reprises dans le **Plan de Relance** (septembre 2020), qui inclut aussi des mesures de plus long terme, 2021-2022, sur 3 axes: l'écologie, la compétitivité et la cohésion.

<https://www.economie.gouv.fr/presentation-plan-relance>

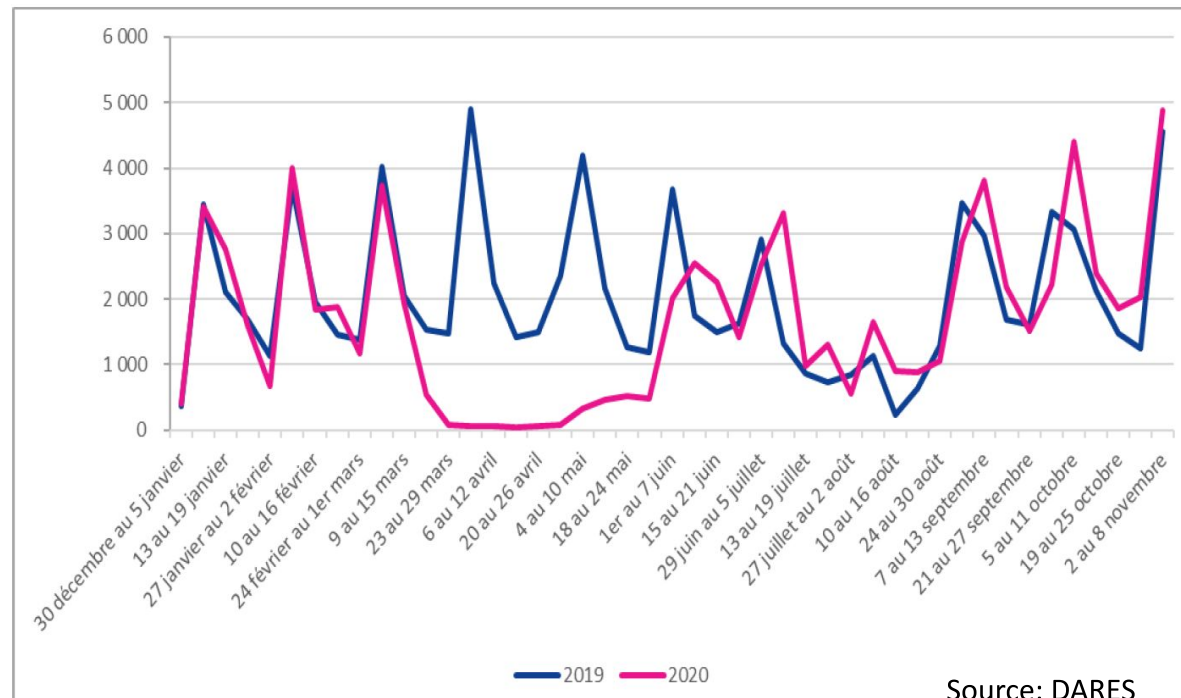
Un recours très important à l'activité partielle dans la crise COVID



Un recours très important, jusqu'à 9 millions de salariés en avril (contre 250000 en 2009), pour un coût de 21 milliards entre mars et juillet

Des entrées en politiques ciblées fortement impactées par la crise

Entrées en Garantie Jeunes



Même type de profil pour les autres mesures ciblées: PEC, PACEA, emplois francs, formation des demandeurs d'emploi...

3-Les enjeux pour l'avenir

- **De nouveaux publics?**

Des publics particulièrement fragilisés par la crise: les jeunes (y compris étudiants), les salariés en contrats courts (saisonniers, CDD HCR,...), les migrants et étrangers en situation irrégulières...

Au-delà de la crise, des enjeux importants d'accompagnement des transitions professionnelles dans un contexte de changement technologique rapide (digital, robots...)

- **De nouveaux modes de mise en œuvre?**

- ✓ Renforcer les logiques de parcours? Cf. « modèle » de la Garantie Jeunes, évaluée positivement.
- ✓ S'appuyer sur des innovations de terrain (sur la base du PIC, Territoire Zéro CLD,...)
- ✓ Aller plus loin vers une décentralisation/déconcentration des politiques de l'emploi?